



## UN NOUVEAU STYLE DE DIRECTION EN RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO S'IMPOSE

Il ne se passe plus un jour sans que l'exécutif congolais au pouvoir n'annonce des signatures des contrats, ce qui est tout à fait normal. Cependant, l'opacité de ses contrats laisse perplexes :



- Aucun détail des transactions ni prévision à court, moyen et long terme.
- Aucun donné chiffré ne supporte l'annonce.
- Aucun calendrier de début et de fin d'exécution définie en temps réel.
- Aucune retombée économique sur le marché local en termes d'employabilité.
- Aucun effet d'entraînement dans la courbe de croissance du dividende à réinvestir dans d'autre secteur d'activité en développement.
- Etc.

Gouverner veut dire **Créer, produire, gérer et orienter**, or si nous regardons aucun n'emploi proportionnel aux contrats signés ou tout protocole d'entente n'a vu le jour à ce jour, malgré toutes les annonces d'investissement direct des fonds étrangers. Pourtant, la relance de tous les paramètres économiques passe par la création d'emploi. Combien de nos ingénieurs congolais profitent de l'expertise chinoise dans tout ce que nous appelons chantier à Kinshasa ?

Il en est de même pour l'organisation de tous ces projets. Organiser une structure de direction des projets exige une bonne connaissance en gestion de planification stratégique, tant de la structure opérationnelle que décisionnelle. Que constatons-nous malheureusement avec l'exécutif actuel, c'est que les contrats sont signés avant même l'étude de faisabilité ou presque, sans tenir compte des variantes économiques aux risques incalculables est très volatile du marché international. Comment pouvons-nous inviter les investisseurs étrangers à venir au Congo si nous n'avons aucun cadre de référence et de structure de soutien à l'économie locale (domestique). Certes, le Congo a une main d'œuvre abondante et bon marché, mais est-elle assez qualifiée et moderne pour répondre aux critères des multinationales ; d'où l'importance d'atelier de formation en lieu et place d'importer encore une main d'œuvre et grossir le nombre des chômeurs congolais.

Quand Joseph Kabila dit :



Ce nouveau contexte, favorise l'émergence d'un climat propice aux affaires et permet d'asseoir nombre de mesures incitatives, prônant ainsi une croissance et un développement économiques qui reposent sur le triptyque suivant, à savoir l'Etat fournit le cadre et l'environnement incitatifs ; le secteur privé crée les richesses nationales et l'emploi et la Société civile, quant à elle, se charge de promouvoir l'homme dans toute sa dimension.

Que veut dire fournir le cadre ? Environnement incitatif ? Aucune imposition fiscale ou quoi. À qui s'adresse t-il, aux Nationaux ou aux étrangers ? Le gouvernement ne peut pas s'en tirer à bon compte comme ça, non seulement qu'il doit fournir des moyens au secteur privé congolais (subvention ou crédit) mais aussi procéder par appel d'offre aux privés pour l'exécution des travaux dans le cadre du partenariat public privée .Ceci est une suite logique dans la création d'emploi par le privé. La société civile, son rôle est ordinairement dans les négociations. Les organisations de plaidoirie, elles ont le pouvoir de porter la voix des opinions publiques et des plus vulnérables, qui n'ont habituellement pas accès aux décisions de l'état et non une mission divine pourvue déjà par le créateur.

Il poursuit :

C'est dans cette perspective qu'il a été conçu le programme de la reconstruction nationale - les Cinq chantiers- qui structure les priorités et les articulent autour des axes principaux, à savoir les infrastructures ; l'eau et l'électricité ; le logement et l'emploi ; la santé et l'éducation.

Cependant pour mieux régler le problème, il faut bien les associer. Ça réduit le volume du travail et permet de voir plus clair. On peut ainsi régler le problème de santé en réglant d'abord le problème de :

**Projet à court terme :** l'eau : source de maladie, Le logement : sortir de l'insalubrité et de la proximité, Propreté de la ville, récolte des déchets site d'enfouissement, égouts, électricité et éducation

**Projet à long terme :** infrastructures (routes, universités, hôpitaux)

En lieu place de construire plusieurs hôpitaux (bâtiment) les équipés, payer les corps médicales la encore, faut il en trouver. Que dire des médicaments onéreux, l'idéal dans la piste des solutions serait d'entretenir d'abord ceux existants. Avec cette solution qui semble la plus adéquate, on privilégie le salaire des fonctionnaires qui vont faire rouler l'économie domestique en accroissant le pouvoir d'achat à la consommation. Donc on vient de baisser considérablement le nombre de malade du a la malnutrition. Par-effet même d'entraînement, les emplois se créent tant dans le privé que dans le public.

Selon la presse présidentielle, il y ' a deux jours le :

## « Parfait accord à Séoul entre le Président Joseph Kabila et son homologue sud-coréen Lee Myung-Bak pour propulser la coopération RDC-Corée du Sud »



Pour le Président Joseph Kabila, l'ambition de la RDC est d'échanger avec les partenaires sud-coréens leurs expériences dans les domaines de la santé, de l'agriculture, de l'éducation et de la reconstruction. «

Le premier protocole d'accord, signé entre la Fondation coréenne pour la sante et la médecine internationale et le ministère congolais de la Santé, porte sur une aide médicale aux termes duquel cette fondation fait un don de quinze ambulances médicalisées à la République Démocratique du Congo, en vue du renforcement des capacités d'intervention du système de sante en République Démocratique du Congo.

Le second accord, signé conjointement entre les ministères congolais des Mines et de l'Energie et la société sud-coréenne Taejoo Synthesis Steel Co. Ltd, se rapporte à l'exploitation des ressources naturelles. Il va notamment permettre l'exploitation, par la part le sud-coréenne, de la mine de Musoshi, à Sakanya, au Katanga, sur une réserve de plus de 600 mille tonnes de cuivre extrait. Cette exploitation minière, qui pourra générer plus de 2,7 milliards de dollars, financera la construction des infrastructures et d'adduction d'eau potable aux populations congolaises.

Nous attendons avoir tous les détails de ce protocole d'accord pour nous prononcer, mais déjà se pose un problème de timing non clarifié et du statut de la filiale coréenne au Congo. Sera t- elle une Greenfield investissement ou une joint venture avec l'État congolais? En santé, combien le gouvernement est prêt à payer aux médecins congolais qui sont légion à l'étranger et au Congo pour qu'il s'acquitte mieux de leur responsabilité; car à expérience égale, salaire égale. L'agriculture, étant un vecteur de la croissance économique, comment l'exécutif compte organiser le pays en coopérative agricole avant de recourir à toute aide du moins technique et motorisé pour accroitre notre **PIB** (produit intérieur brut) car nous avons tout. Néant moins, ce don d'ambulance combien salvateur pour l'état congolais dépasse toute forme d'égo ou considération individuel, d'autant plus que dans le rapprochement hypocrite entre états ; seuls les intérêts comptent.

Pour 2011, qui de L'UREC **du Dr Oscar kashala lukumwena**, du MLC de **Jean Pierre Bemba Gombo**, de L' UDPS de **Etienne Tshisekedi Wa Mulumba**, du parti de **Vital Kamehre**, de l'Apareco **d'Honoré Gbanda Nzamboko Atumba** et **autres** saura galvaniser l'élite intellectuelle congolaise et le peuple dans son ensemble à se conditionner à un nouveau style de direction et de gestion pour notre cher et beau pays, la République démocratique du Congo. Quelle équipe est prête ?

Roland Frank Mabondo